

« Les règles du jeu ont été changées »



Certains annoncent déjà « une vingtaine de fermetures de classe au minimum » dans le Sundgau. Un chiffre qui n'a cependant pas été confirmé par l'inspection académique Photo V.M

Du fait des élections cantonales à venir, rien n'est encore officiel pour l'instant. Pourtant depuis près d'un mois, on ne parle — presque — plus que de ça : quelles seront les écoles touchées par des fermetures de classes que certains annoncent déjà comme « sans précédent ».

La seule certitude qu'on ait pour l'instant, c'est que 84 postes seront supprimés sur l'ensemble du département à la rentrée prochaine. Pour le reste, rien n'est sûr.

On redoute ainsi pour le Sundgau, « une vingtaine de fermetures de classe au minimum ». Un chiffre avancé par des personnes proches du dossier mais qui n'a pas été confirmé par l'inspection académique. « Ce n'est pas le chiffre qui a été évoqué », se contente ainsi de répondre Fernand Vanoberghen, inspecteur d'académie pour la circonscription d'Altkirch, sans préciser pour autant si le chiffre avancé était au-dessus ou en deçà de la réalité. « Ça peut être 18, ça peut être 25, je ne peux rien dire pour l'instant », poursuit l'inspecteur. « Je ne peux pas communiquer sur le sujet. Je suis tenu au secret. C'est un ordre qui vient du ministère », précise-t-il.

Le Ministère de l'éducation nationale qui souhaite laisser passer l'échéance des élections cantonales avant de communiquer sur le sujet. « La difficulté dans ce dossier, c'est qu'on ne sait pas grand-chose pour l'instant. On sait que des décisions ont été prises mais que personne n'a le droit de les divulguer avant le résultat des cantonales. Du coup, mise à part quelques indiscrétions, les directeurs d'école ne sont au courant de rien. Il y a une véritable chape de plomb sur ce dossier. Des consignes assez fermes ont été données », confirme Amaury Schifflly, directeur du RPI de Fulleren et coordinateur du réseau des écoles de la Largue mais également secrétaire départemental du syndicat SNUipp-FSU.

Il faudra donc attendre le 4 avril prochain et la réunion du Comité technique paritaire (CTP) pour obtenir des réponses concrètes à des questions que se posent d'ores et déjà enseignants, directeurs d'école et élus concernés.

Ainsi, dans le Jura alsacien, territoire sensible du fait du recul démographique, l'inquiétude se fait sentir. « On en a plein le c... (sic). On est dans le flou total. L'inspecteur, avec qui j'avais évoqué le sujet dès le mois de décembre, m'avait promis de m'envoyer une réponse durant le mois de janvier or je n'ai toujours rien eu. Dans quinze jours, on a une réunion avec les enseignants du RPI et je ne sais pas quoi leur répondre. J'ai l'air de quoi », s'emporte André Scherrer, maire d'Oltingue et président du RPI de Wolschwiller-Biederthal-Oltingue qui a fini par obtenir de l'inspecteur qu'il participe à la réunion. « Il n'aura alors qu'à répondre aux questions. On doit savoir ce qui se passe. Cette incertitude pose problème », souligne-t-il.

Territoire fragile à l'image de l'ensemble du Sundgau, le Jura alsacien pourrait payer un lourd tribut à la prochaine rentrée. « On parle de cinq à dix fermetures de classe, ce serait du jamais vu », avance un des enseignants du secteur. Quatre établissements semblent d'ores et déjà sur la sellette : « Kiffis, Sondersdorf, Oltingue et Bettlach sont « fortement menacés ». Mais d'autres écoles sont également concernées. Ça a été confirmé en interne », indique cette autre enseignante qui bénéficie de quelques contacts privilégiés.

Un phénomène qui serait la conséquence de l'association de deux facteurs : une démographie défavorable et des seuils de fermeture de classe revus à la hausse. « Jusqu'à présent les seuils étaient respectés mais on a changé les règles du jeu pour justifier la suppression de postes. Aujourd'hui, c'est une épée de Damoclès qu'on a au-dessus de notre tête », estime une enseignante qui a décidé de participer au mouvement de grève national, hier.

L'école de Chavannes-sur-l'Étang dont les représentants et les élus ont décidé de se mobiliser (lire ci-dessus), ferait ainsi les frais de cette politique.

« Un seuil n'est pas une loi mais il est donné à titre indicatif et il peut être adapté par l'inspectrice d'académie en fonction de la demande du ministère », nuance Fernand Vanoberghen qui rappelle également que « dans bon nombre d'écoles du Sundgau, il ne suffit que de quelques élèves qui s'en vont pour que tout soit remis en question. On est face à des difficultés énormes à venir du fait du peu d'élèves dans certaines écoles et des difficultés du Sundgau », estime-t-il.

Une journée d'action dont le but est d'associer les enseignants et les parents d'élèves, est d'ores et déjà prévue le mois prochain.

L'Alsace le 11/02/2011

Le SNUipp appelle à la mobilisation



Élisabeth Wiczorek, du Syndicat national unitaire (SNUipp). V.M

« Chavannes-sur-l'étang est le cas le plus concret », expliquait hier Élisabeth Wiczorek, professeur à Altkirch et représentante du personnel dans le syndicat majoritaire SNUipp, qui réitère son appel à la mobilisation contre les suppressions de postes dans le Haut-Rhin. Selon le syndicat enseignant, « les seuils d'ouverture ne seraient plus qu'une variable à titre indicatif » pour l'inspection académique, qui pourrait donc choisir de fermer une classe même si le nombre d'élèves est supérieur au seuil, comme c'est le cas à l'école J-Y. Cousteau. Avant la réunion du Comité technique paritaire (CTP) du 4 avril prochain, une nouvelle mobilisation est déjà prévue le samedi 19 mars.

Éducation Enseignants et élus se mobilisent pour stopper « la casse de l'école publique »



À Chavannes-sur-l'Étang, la journée d'hier était déclarée « journée école morte » pour protester contre la fermeture d'une classe de maternelle à la rentrée prochaine, alors que le seuil du nombre d'élèves est clairement dépassé. « Nous n'arrêterons pas ce mouvement avant d'obtenir l'engagement du recteur de maintenir la quatrième classe », a prévenu le maire, André Thévenot. Photos V.M

L'appel national à la mobilisation contre les suppressions de postes a été moyennement suivi, hier, dans les écoles du Sundgau. Mais à Chavannes-sur-l'Étang, une journée « école morte » était organisée avec les élus pour protester contre la fermeture d'une classe maternelle à la rentrée.

Élus, enseignants, parents d'élèves : tous ont uni leurs voix, hier matin, à Chavannes-sur-l'Étang pour dire « stop » à « la casse de l'école publique ». Face à la menace « officielle mais crédible » (lire ci-dessous) de fermeture d'une classe pour la rentrée 2011, la journée d'hier avait été déclarée « journée école morte » par le conseil municipal et la communauté scolaire (L'Alsace du 6 février).

Après l'appel solennel de la sirène, des dizaines de personnes se sont rassemblées devant l'école J-Y Cousteau, qui compte actuellement 82 élèves répartis en quatre classes depuis la rentrée dernière. Même si le seuil du nombre d'élèves est déjà dépassé, l'établissement pourrait bien perdre une classe de maternelle en septembre prochain. Tout simplement intolérable pour les élus, qui ont investi des sommes considérables au fil des années pour répondre aux besoins de l'inspection académique et viennent même de lancer un projet d'extension de l'école chiffré à près de 800 000 euros.

« En septembre 2010, on ouvre une quatrième classe avec 80 élèves et, en 2011, on a l'intention de fermer avec 89 élèves, sans compter les enfants des nouvelles familles qui vont s'installer cette année. Je le dis haut et fort, jamais nous n'accepterons cette fermeture », a d'emblée prévenu le maire André Thévenot. Selon les derniers chiffres, l'école de Chavannes-sur-l'Étang comptabiliserait 89 élèves à la rentrée 2011. En cas de fermeture, l'unique classe maternelle compterait ainsi, pas moins de 38 élèves. « Quand on en arrive là ce n'est plus de l'école, c'est du gardiennage », s'agace Delphine Mathiot, institutrice en charge des petites et moyennes sections. « Quand l'école est menacée, c'est un devoir de réagir, estime un parent d'élève. C'est aberrant d'imaginer un enseignant avec 38 élèves. » Et le maire de dénoncer « une situation qui s'annonce intenable et contraire à la sérénité dans laquelle les enseignants doivent exercer leur difficile mission », tout ça « par un simple calcul d'économie de poste ».

« Avoir 9 élèves de plus et s'entendre dire qu'on entre dans une mesure de fermeture, c'est quand même le comble », a expliqué le premier vice-président du conseil général, Rémy With, venu hier soutenir le mouvement de protestation à Chavannes. « C'est vraiment marcher sur la tête. C'est maintenant qu'il faut se mobiliser pour faire reculer l'inspection. » Et le conseiller général d'assurer : « Je suis à 100 % à vos côtés sinon à 120 %. Je me ferai votre avocat. Si un dossier mérite d'être défendu c'est bien celui-là. » Hier, André Thévenot a également reçu le soutien du président de la Communauté de communes de la Porte d'Alsace, Gérard Landemaine ainsi que du maire de Dannemarie, Paul Mumbach.

« Notre action ne fait que commencer, a conclu André Thévenot. Nous n'arrêterons pas ce mouvement avant d'obtenir satisfaction, c'est-à-dire l'engagement du recteur de maintenir la quatrième classe. » Bien déterminé à mettre la pression à l'Éducation nationale, l' élu a déjà prévenu : « Nous poursuivrons les actions plus haut, à Colmar ou Strasbourg s'il le faut ».

Vivian Millet

13% d'enseignants en grève

Environ 13% des enseignants étaient en grève, hier, dans les écoles de la circonscription d'Altkirch. Dans la capitale sundgauvienne, les professeurs de l'école maternelle des Tilleuls ont tous suivi le mouvement de grève. Mais Cathy Schweiss, directrice de l'association pour l'enfance, n'a pas eu à mettre en place le service d'accueil au profit des élèves des écoles. En effet, les parents des élèves concernés avaient pris leurs dispositions. Seuls quatre parents avaient déposé leurs bambins à l'école. Ils ont été pris en charge par les ATSEM. À l'école primaire des Tuileries, toujours à Altkirch, les élèves des enseignants grévistes (le chiffre des grévistes ne nous a pas été communiqué) ont été répartis dans les autres classes.

Vivian Millet

Le chiffre 84 postes

Au total, quatre-vingt-quatre postes seront supprimés sur l'ensemble du département à la rentrée prochaine. Au niveau national, quelque 16 000 postes. Le sujet reste cependant si sensible que les écoles primaires ne connaîtront chacune leur sort qu'après les élections cantonales de mars prochain.